



Mars 2024



SOMMAIRE



Profession de foi du Président Papa Djibril FALL.

- **Résumé exécutif.**
- **Contexte et enjeux d'une élection inédite.**
- **Un programme chiffré et étayé.**

- 1. Jeunesse – Education – Emploi – Entrepreneuriat.**
- 2. Santé – Social – Environnement – Genre.**
- 3. Justice – Etat de droit – Administration.**
- 4. Economie – Souveraineté – Numérique.**
- 5. Citoyenneté – Cultures – Sports – Religions.**
- 6. Forces de défense et de sécurité.**
- 7. Diplomatie – Intégration africaine – Monde.**

**Sénégalaises, Sénégalais,
Mes chers compatriotes,**

J'aime le Sénégal du fond de mon cœur; j'adore le peuple sénégalais du tréfonds de mon âme.

Ce sentiment noble et désintéressé m'anime en vous soumettant dans ces lignes mon programme pour la prochaine élection présidentielle du 25 février 2024. En effet, je nourris, depuis ma plus tendre enfance, l'ambition sacerdotale de présider aux destinées de ce jeune Etat certes, mais de cette splendide Nation dont l'étoile brille au firmament des plus beaux pays au monde.

Je souhaite servir ces braves femmes et hommes, de Saraya à Saint-Louis, de Ouroussogui à la zone des Niayes, du delta du Sine-Saloum aux champs de la verte Casamance, des dunes de Lompoul à Bakel.

Je formule ainsi le vœu d'impulser une nouvelle dynamique dans la marche de notre pays.

Cette nouvelle dynamique devra être créatrice d'harmonie, de sens et d'épanouissement pour notre cher peuple. Elle devra incarner la méritocratie, l'équité, la bienveillance, la justice sociale, le renouveau économique, la souveraineté et, au-delà de tout, la réconciliation des Sénégalaises et des Sénégalais avec eux-mêmes.

Ma candidature sera également celle de la jeunesse, dont je suis issu, écrasante majorité de la population mais pourtant reléguée au second plan par toutes les politiques publiques depuis plus de 60 années.

Au cœur du pacte républicain que je vous propose, se trouve la lancinante question de la prise en charge du mal-être de la jeunesse dont je veux porter le combat. C'est ma priorité absolue et le sens de mon engagement

Ainsi, à travers **07 grands domaines de notre vie commune**, le programme que je vous propose adresse les vrais enjeux du développement économique et social du Sénégal, et non pas seulement d'une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) qui semble être la doxa du modèle néolibéral.

Je suis d'avis, au contraire, que nous devons **replacer l'humain au cœur** des politiques publiques, comme nous l'ont si bien enseignées les crises actuelles.

A l'heure du **basculement de notre pays dans l'ère de la production du pétrole et du gaz**, c'est le moment de réfléchir sur notre modèle économique, sur le financement de notre souveraineté, sur nos forces et opportunités, la productivité du secteur primaire et notre compétitivité d'ensemble, dans la dynamique de l'intégration régionale en cours en Afrique.

Mes chers compatriotes,

Il n'est bien évidemment pas attendu d'un Président de la République qu'il résolve toutes les difficultés d'un coup; qu'il règle tous les problèmes. Non. Je ne suis pas un messie.

En revanche, je puis vous assurer que **je ne ménagerai aucun effort pour rendre un peu meilleure la vie de nos concitoyens**, surtout des plus défavorisés, du jeune talent de la banlieue de Dakar à l'éleveur de Gassane, du paysan de Kounghel à la rizicultrice d'Oussouye, du berger de Oréfondé au mareyeur de Joal, de l'entrepreneur de Thiès au patron d'une PME active dans le secteur minier à Kédougou.

Je souhaite enfin consacrer l'essentiel de mes forces à réconcilier le pays avec lui-même, avec ses valeurs cardinales qui ont fait ce merveilleux pays. Transmettons le legs inestimable de nos ancêtres et donner le meilleur héritage à nos enfants.

Vive la République. Vive le Sénégal /.



M. Papa Djibril FALL
Honorable Député.
Président du parti
LES SERVITEURS



Résumé exécutif

L'esprit de SERVIR (1/2)



Le Sénégal est à un moment de basculement historique ; trois enjeux principaux le traduisent. L'exploitation du pétrole et du gaz, la bombe sociale de la détresse de la jeunesse et l'urgence de la souveraineté économique font de l'élection présidentielle de février 2024 un moment charnière dans l'histoire du pays.

Depuis plus de 60 ans, en effet le malaise social s'épaissit, la crise économique s'amplifie et les perspectives d'un épanouissement personnel de nos concitoyens s'éloignent devant l'ampleur des défis structurels et des chocs conjoncturels qui frappent le vécu national. Le pays vit en effet une longue crise existentielle à laquelle il convient d'apporter une solution humaine, réfléchie et pragmatique.

Il ne s'agit point de mettre du plâtre sur une jambe de bois, de proposer des solutions cosmétiques, mais d'opérer de véritables ruptures, fondamentales, dans la conduite des politiques publiques pour enlever, une bonne fois pour toutes, ces nombreux goulots d'étranglement qui garrotent le développement de notre cher pays. Il s'agit de vraies ruptures.

L'esprit de **SERVIR** (2/2)

Rupture d'avec l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques pour brimer, emprisonner et réduire à néant des citoyens dont le seul tort est de ne pas partager la même vision politique ;

Rupture d'avec un système économique qui importe TOUT et ne produit à peu près rien ;

Rupture d'avec la promotion de la médiocrité à tous les étages, le seul ascenseur social étant la politique au sens le plus réducteur du monde ;

Rupture d'avec un système éducatif déconnecté de nos réalités sociales, qui promeut les épopées lointaines en lieu et place de nos véritables héros pré et post coloniaux qui ont fait ce Sénégal de valeurs et de vertus oh combien salvatrices ;

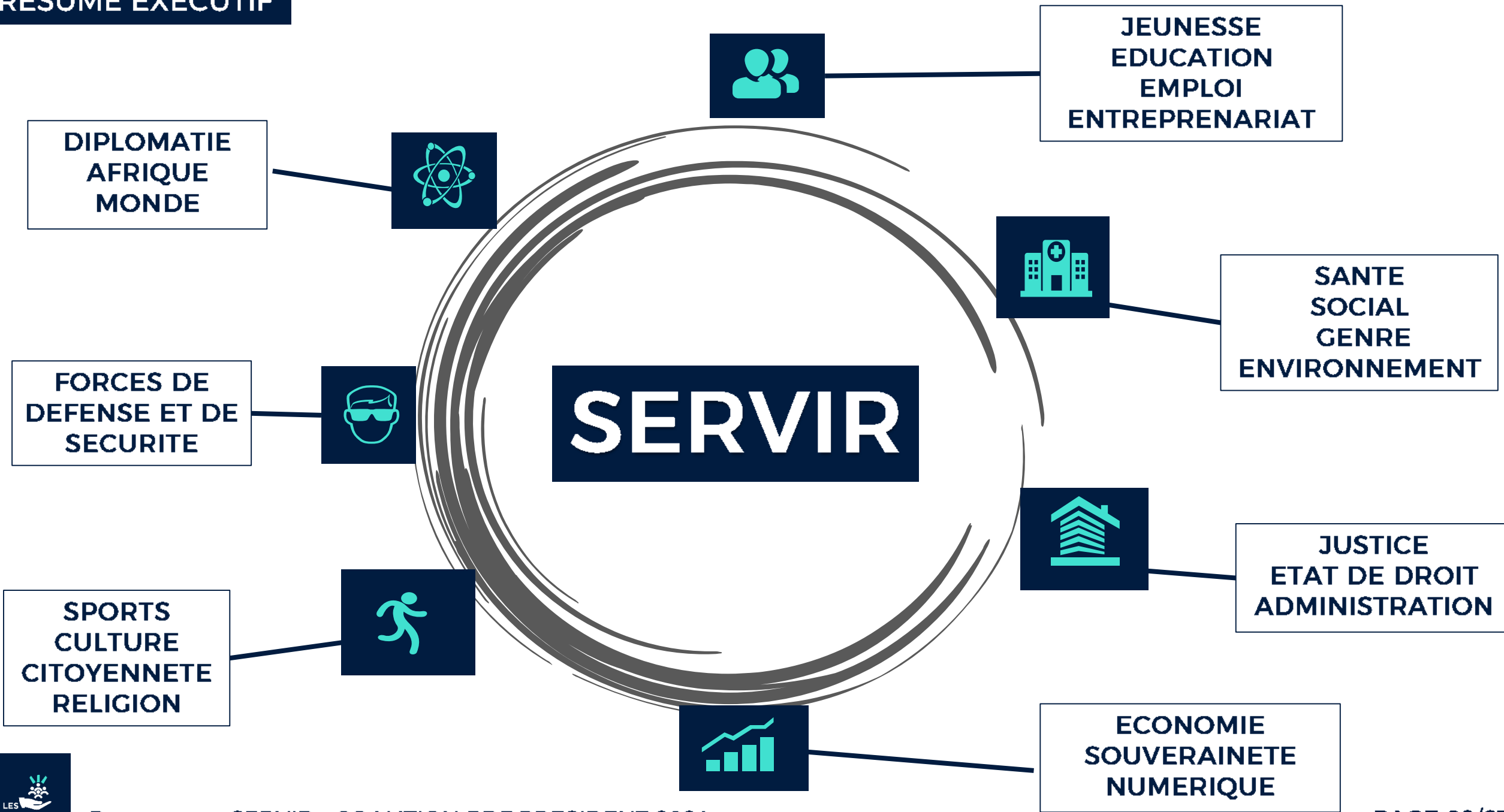
Oui il faut rompre, dire stop !

Disons enfin STOP avec ce sentiment de lassitude, d'abandon, d'échec de notre intelligence collective, alors que les Sénégalais, pris individuellement et sous d'autres contextes, sont de grands esprits, ici et ailleurs, partout dans le monde, dans tous les secteurs d'activités, parfois parmi les plus insoupçonnés.

Je refuse le fatalisme; je refuse qu'on ne puisse pas sortir le Sénégal des abysses de pauvreté, de déchéance morale et civique dans laquelle l'ont plongé nos gouvernants depuis près de 60 ans. C'est le sens de mon combat. C'est le sens de notre combat.

Ensemble, avec toutes les bonnes volontés de ce pays, nous avons construit ce programme ambitieux, inclusif, pragmatique, applicable dès le 26 février 2024, étayé et chiffré, réaliste et réalisable pour, enfin, assister à l'éclosion d'un Sénégal nouveau.

Oui nous voulons **SERVIR LE SENEGAL** en 2024.



1

Vision
SERVIR

7

Grands domaines régaliens
pour redresser la barre et libérer
les énergies positives de nos
concitoyens.

0

Aucun
Sénégalais sera
laissé sur le
bord du
chemin.

A photograph of a blue boat on the water. The boat has several thick, dark ropes coiled on its deck. A flag with three vertical stripes of teal, yellow, and red is flying from a wooden pole. The background shows a calm body of water and a distant shoreline with some buildings and trees under a clear sky.

Contexte et enjeux

CONTEXTE ET ENJEUX (1/5)

L'élection présidentielle de 2024 se tiendra dans un contexte particulier, sinon unique en son genre. En effet, sur le plan politique, ce sera la première fois qu'un Président de la République sortant va organiser un scrutin sans y prendre part; ce qui placera le débat programmatique au cœur des enjeux.

De prime abord, il convient de souligner, pour le saluer, cette forte respiration démocratique de notre pays qui sacralise ainsi le principe, désormais intangible, d'un régime à deux (02) mandats au maximum. L'actuel Chef de l'Etat mérite des félicitations pour ce grand pas en avant qu'il fait faire à notre jeune démocratie.

Indépendant depuis 63 ans, notre pays reste confronté à d'immenses défis structurels pour l'atteinte d'un développement économique et social en général, la plénitude de l'épanouissement personnel des 17 millions de Sénégalais, en particulier.

A l'actif du premier Président de la République, Monsieur Léopold Sédar SENGHOR, figurent la consolidation de la Nation sénégalaise dans toute sa diversité et la mise en place d'un Etat structuré, fait rare dans le contexte des années postindépendance de l'époque. Il me paraît important de saluer cela, même si les limites de la raideur du pouvoir de SENGHOR, les événements malheureux de mai 1962 et l'absence de véritable politique économique ont largement péjoré le Sénégal, à l'époque au même pied d'égalité que la Corée du Sud, par exemple, au niveau du PIB par habitant.

Le règne socialiste de presque deux (02) décennies du Président Abdou DIOUF a certes consolidé l'état de droit. Mais, il a été le théâtre d'un immobilisme économique et social à son paroxysme, avec la fin des grande régies financières (ONCAD, Chemins de fer), assujetties à une dilapidation sans commune mesure des moyens financiers, se soldant entre autres par l'adoption de l'austérité à travers le Programme d'Ajustement Structurel des bailleurs de fonds (FMI et Banque mondiale) à la fin des années 90.

CONTEXTE ET ENJEUX (2/5)

La crise qui a traversé le pouvoir socialiste des années 80 à l'an 2000 peut être résumée par les graves remous sociaux de l'année blanche de 1988 et les départs volontaires qui ont décimé des familles entières dans le pays. La marmite sociale a fini par exploser en faisant vivre au pays sa première alternance démocratique avec l'arrivée au pouvoir des libéraux.

Le Président Abdoulaye WADE a présidé aux destinées du Sénégal pendant 12 ans, en ayant libéralisé et l'économie du pays, et la gestion orthodoxe des biens publics, ce qui a induit une grave crise du sens des responsabilités au sein de l'Etat. Malgré sa réussite indéniable aussi bien sur le plan matériel et immatériel en ayant décomplexé les Sénégalais, Me WADE et ses partisans, parmi lesquels l'actuel Chef de l'Etat, Monsieur Macky SALL, qui a cheminé huit (08) années avec lui, ont également ouvert les vannes de l'économie sénégalaise en la rendant extrêmement sensible aux chocs

exogènes (émeutes de la faim de 2008, crise énergétique de 2011, premières vagues migratoires). Hélas, son régime a été perdu par l'envie prêtée à tort ou à raison de vouloir une dévolution monarchique du pouvoir à son fils.

En 2012, une forte mobilisation citoyenne a permis de faire élire Monsieur Macky SALL, l'actuel Chef de l'Etat, sur une double promesse de la rupture d'avec les déviations du régime de Wade et une gestion sobre et vertueuse des ressources publiques.. Son slogan de campagne martelait partout « La Patrie avant le Parti ».

Hélas, après douze (12) longues années de gouvernance en deux mandats du peuple sénégalais, force est de constater que les résultats du Président SALL sont bien en-deçà des aspirations légitimes du peuple sénégalais.

Trois questions simples permettent d'étayer ce diagnostic : (1) mange-t-on mieux à sa faim au Sénégal en 2023 qu'en 2012 ? ; (2) se soigne-t-on mieux au Sénégal ? et (3) est-ce-que l'éducation répond toujours à sa vocation républicaine d'ascenseur social ?

CONTEXTE ET ENJEUX (3/5)

Malgré les résultats prétendument flatteurs du Plan Sénégal Emergent (PSE) avec un taux de croissance en moyenne du PIB de 6%, force est de constater que ces trois (03) questions principales et principiellles restent et demeurent irrésolues pour l'écrasante majorité des Sénégalaises et des Sénégalais, sinon même qu'elles se sont approfondies et élargies.

A l'heure du bilan, l'actuel régime fait face à deux (02) chiffres cinglants qui percutent tout optimisme et fanfaronnade. En effet, en avril 2012, le taux de chômage était de 10,4% et la dette publique de 2 700 Milliards de F CFA. Douze ans plus tard, avec un budget global de 38 000 Milliards de F CFA, le régime du Président Macky SALL a engendré 24% de taux de chômage et 14 000 Milliards de dette, faisant largement percer le plafond communautaire du ratio Dette/PIB du pays. (près de 76% selon la BCEAO, données juin 2023).

Malgré les programmes de filet social, la pauvreté s'affirme de plus en plus, s'intensifie et s'accroît; les enquêtes statistiques le démontrent à souhait, nul besoin d'y revenir ici.

Au-delà de ce panorama, l'échec des quatre régimes qui se sont succédé à la tête de notre pays est surtout criard dans le domaine de la prise en charge de la question des **perspectives professionnelles pour la jeunesse**. En effet, faute d'avoir pu développer des stratégies pour capter ce dividende démographique, c'est-à-dire le levier considérable de la force de travail d'une grande partie de la jeunesse, nous avons assisté à plusieurs coups de semonce d'une bombe sociale (1968, 1988, 2011, 2021 et 2023).

Sans adresser correctement cette question existentielle du mal être de la jeunesse sénégalaise, dont une partie se noie dans les eaux de l'océan atlantique pour un hypothétique eldorado européen, le Sénégal risque de vivre l'explosion de la bombe sociale de la jeunesse. C'est un des enjeux cruciaux de la prochaine élection présidentielle de 2024.

CONTEXTE ET ENJEUX (4/5)

Dans un pays où 75% de la population en 2023 selon l'ANSD a moins de 25 ans, il est suicidaire d'ignorer le besoin en éducation, en emplois et en entrepreneuriat de cette importante frange de la population qui désire un avenir meilleur que son confinement actuel sur les réseaux sociaux.

L'autre enjeu fondamental de 2024, c'est le basculement de notre économie dans l'ère de la production du pétrole et du gaz. En effet, d'ici fin 2023, c'est-à-dire dans moins de 06 mois, le Sénégal va produire 100 000 barils de pétrole et près de 2,5 Millions de mètre cube de gaz, avec des revenus financiers de l'ordre de près de 800 Milliards de F CFA attendus sur les finances publiques, compte non tenu des externalités positives attendues sur toute l'économie nationale.

Au demeurant, force est de saluer l'anticipation de l'actuel régime sur les clés de répartition des revenus issus de

l'exploitation de ces hydrocarbures. Il n'en demeure pas moins que l'opacité entourant les contrats, les projets d'infrastructure, l'accès aux marchés, la véritable industrialisation afférente au secteur gazier et pétrolier ainsi que la RSE des entreprises étrangères devant les exploiter ne sont pas de nature à rassurer l'opinion publique nationale sur une exploitation optimale de ces richesses dont la Constitution en son article 25 alinéa 2 déclare très clairement qu'elles appartiennent au peuple sénégalais.

La malédiction du pétrole est un concept très documenté et le Sénégal a l'obligation de ne tomber dans ce travers, sachant toutes nos insuffisances et nos tares en matière d'atteinte à l'émergence économique, malgré les effets d'annonce. Le pétrole et le gaz doivent profiter à toutes et à tous. Au-delà, ils doivent permettre l'absolue nécessité d'industrialiser notre économie, seul levier économique à-même de créer massivement des emplois décents et des sources de revenus pour l'épanouissement personnel de nos concitoyens. D'un mot, le pétrole et le gaz doivent servir d'accélérateur du développement de notre pays le Sénégal.

CONTEXTE ET ENJEUX (5/5)

Enfin, l'enjeu du dérèglement climatique impactera énormément la prochaine élection présidentielle de février 2024. En effet, il n'est point besoin d'être un expert ou de lire les rapports du GIEC (groupe des experts des Nations Unies sur le Climat) pour s'apercevoir des ravages désastreux et de l'onde de choc du changement climatique sous nos yeux.

L'Afrique en général, et le Sénégal en particulier par sa position géographique, bien que petits contributeurs à l'émission de gaz à effet de serre, paie et paiera un lourd tribut sur le front. Sécheresse, inondations, hausse du niveau de la mer, caractère erratique de la pluviométrie, baisse des récoltes, famine, pauvreté, etc., sont le lot de nos contrées en proie actuellement à cette lame de fond majeure qui serpente notre vie humaine sur Terre.

La résilience de notre modèle économique devra être approuvée pour

faire face à cet enjeu et y répondre de manière stratégique, coordonnée à l'échelle de l'Afrique. Car, ne nous y trompons pas, la justice climatique devra être l'un des principaux chevaux de bataille du plaidoyer du continent africain à l'aune de la remise en cause actuelle du multilatéralisme par le double choc de la crise de Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne.

En définitive, ce trépied d'enjeux absolument cruciaux (le défi de la jeunesse, l'exploitation du pétrole et du gaz et le péril environnemental) devra poser, de mon point de vue, les véritables bases d'un débat programmatique pour l'élection du futur locataire de l'Avenue Roume.

Car, ne nous y trompons pas, le Sénégal est à la croisée des chemins. Nous sommes à un point de bascule. Une inflexion majeure pointe son bout du nez. Soit nous saisissons le moment historique et faisons le bond en avant. Soit, on échoue collectivement et nous serons encore pour 5 ans sur le bord de la marche du monde.

Le succès du Sénégal et de l'Afrique est le sens de ma candidature

Programme en chiffres

70%

Un ratio Dette/PIB aux normes de l'UEMOA

75 Mds

15 Mds FCFA par an pour financer pendant 05 ans le développement local des 14 régions du Sénégal

100 Mds

Capital d'une Holding bancaire pour le financement des PME/PMI en regroupant l'actionnariat bancaire public (LBA, BHS et BNDE)

+30%

Réserver une partie des recettes des hydrocarbures pour l'emploi des jeunes.

1 Mio

01 million de mini tracteurs / forages / centre de stockage en 05 ans pour booster la souveraineté alimentaire

-10%

Baisse d'impôts sur le travail et le capital (CFCE, IR, CEL)

+33%

Réserver 1/3 de la commande publique aux entreprises nationales. Extension de la loi sur le contenu local aux infrastructures.

70%

Un ratio
Dette/PIB aux
normes de
l'UEMOA

- ❑ **Bilan MS** : la dette a explosé entre 2012 et 2022, pour atteindre 14 000 Milliards de F CFA, soit plus de 76% du PIB, dépassant le plafond communautaire de 70% fixé par les critères de convergence de l'UEMOA.
- ❑ Mener une politique hardie de désendettement en baissant l'exposition à la dette extérieure libellée en US dollars pour se prémunir contre le risque de change face à la remontée des taux d'intérêt.
- ❑ Améliorer la qualité de la signature souveraine du Sénégal avec l'abondement d'une partie des ressources du Fonds de Stabilisation des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures

75 Mds

15 Mds FCFA par an pour financer durant le mandat le développement local des 14 régions du Sénégal

- ❑ **Bilan MS** : PACASEN, Acte III, ADL, ADM, Retards dans le transfert effectif des fonds aux communes. Compétences transférées sans moyens adéquats.
- ❑ **Programme** : 01 Milliard F CFA investi chaque année par région selon les potentialités locales. Investissement réel sur des projets locaux avec une exclusivité des marchés réservés aux entreprises locales.
- ❑ **Fusion des structures ADL et ADM et création d'une seule entité** doté d'un budget de fonctionnement pour piloter le projet. Contrat de performance annuelle à valider.

100 Mds

Capital d'une Holding bancaire pour le financement des PME/PMI en regroupant l'actionnariat bancaire public (LBA, BHS et BNDE)

- ❑ Bilan MS : Moins de 10% du portefeuille des banques finance les PME. 60% des PME meurent durant les 05 premières années. 98,2% du tissu industriel est constitué de PME. Poids de l'informel = 80% des PME
- ❑ Regrouper les banques avec l'actionnariat de l'Etat et créer une force de frappe avec une banque de 100 Milliards de F CFA de capital. En faire une banque de financement des PME
- ❑ Mutualiser les moyens des structures d'accompagnement et d'encadrement des PME ; DER, FONGIP, FONSI, ADEPME, BMN.

01 Mio

01 million de mini tracteurs / forages / centres de stockage en 05 ans pour booster la sécurité alimentaire

- Bilan MS** : Insécurité alimentaire de près de 700 000 personnes par an. Inflation alimentaire 20%. Importation de tous les produits du panier de la ménagère. Chute du pouvoir d'achat -40%
- Faire le focus sur l'agriculture de cultures vivrières (riz et maraichage) en maîtrisant l'eau et les travaux champêtres.
- Financer l'acquisition de ces matériels agricoles et infrastructures avec une taxe spéciale sur le secteur extractif (mines et hydrocarbures) et l'importation des produits alimentaires comme l'huile ou la matière végétale pour le lait.

-10%

Baisse d'impôts
sur le travail et le
capital
(IR, CFCE, CEL)

- ❑ **Bilan MS** : Moins de 7% des entreprises supportent 90% de la pression fiscale. 300 000 salariats du privé, 145 000 dans le public sur une population active de plus de 06 millions de personnes.
- ❑ Baisse de l'Impôt sur le Revenu (IR) pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés face au cout élevé de la vie.
- ❑ Baisse ou report de la Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFCE) et de la Contribution Economique Locale (CEL) pour donner plus de marge de manœuvre aux entreprises, surtout les PME en difficulté.

+30%

Réserver une partie des recettes des hydrocarbures pour l'emploi des jeunes.

- ❑ **Bilan MS** : Loi 2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement des ressources issues de l'exploitation des hydrocarbures.

- ❑ **04 principes directeurs avec**
 - la budgétisation intégrale des ressources
 - l'interdiction de nantissement des ressources
 - la mise en place d'un Fonds de Stabilisation
 - la mise en place d'un Fonds Intergénérationnel.

- ❑ Réserver +30% des ressources issues du Fonds Intergénérationnel au financement des projets des jeunes et pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

+33%

Réserver 1/3 de la commande publique aux PME/PMI.
Extension de la loi sur le contenu local aux infrastructures.

- Bilan MS** : Absence de champions nationaux avec un marché de 50 Mia F CFA lors des 12 dernières années. Financement conditionné étranger des infrastructures de prestige. Dette publique intérieure.
- Privilégier les PME/PMI dans l'octroi des marchés publics en élargissement l'esprit de la loi sur le contenu local aux travaux d'infrastructures.
- Rendre obligatoire la sous-traitance de tout marché public octroyé à un privé international en collaboration avec une PME/PMI de droit sénégalais.
- Promouvoir le transfert de technologies au profit des PME/PMI.

1

**JEUNESSE
EDUCATION
EMPLOI
ENTREPRENARIAT**



CONTEXTE

L'humain au cœur de l'Etat-providence.

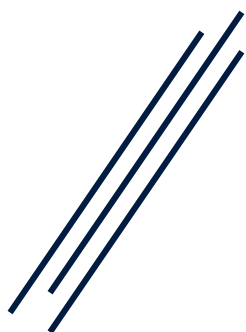
Le Sénégal a une population jeune, et c'est une lapalissade de le dire. En effet, selon les résultats provisoires du dernier recensement de l'ANSD, 75% de la population a moins de 25 ans; 42% moins de 16 ans et l'âge médian ne dépasse pas 19 ans.

Cette situation empirique, adossée au croit démographique, fait de l'enjeu de la prise en charge de la question de la jeunesse un défi fondamental et absolument crucial pour le présent et l'avenir de notre cher pays. C'est toute la question de la capture du dividende démographique qui se pose ainsi avec acuité, car en l'absence de perspectives d'emplois, d'épanouissement et de mieux-être social, c'est une bombe sociale qui peut exploser à tout moment. On en voit déjà les signes avant-coureurs avec le phénomène à la limite du suicide de « BARCA OU BARSARKH ».

Cette question est suffisamment sérieuse, complexe et primordiale qu'elle appelle de la part de tout prétendant sérieux à la magistrature suprême de notre pays un effort de propositions fortes, articulées, chiffrées et pragmatiques sur la manière de prendre à bras-le-corps cette problématique.

C'est le sens de notre approche qui se veut non dogmatique, ou avec des solutions miracle car l'échec des différents gouvernements depuis l'indépendance à traiter cette question traduit bien sa complexité et son aspect holistique. Ensemble, nous gagnerons cette bataille de l'emploi, de l'entrepreneuriat et in fine, du mieux-être de la jeunesse sénégalaise en mobilisant toutes les énergies positives du pays.

C'est l'axe prioritaire N°1 de notre programme.



ENJEUX

Capital humain. Capture du dividende démographique.
Promotion de l'auto emploi.
Défi du changement climatique..

DIAGNOSTIC

- Mal-être de la jeunesse sénégalaise.
- Absence de repères sociaux et de rôle-modèles de la jeunesse.
- + 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, sans perspective.
- Inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail.
- Absence de perspectives professionnelles de la jeunesse.
- Oisiveté, développement des petits métiers (vendeurs à la sauvette, moto taxi JAKARTA)
- Immigration irrégulière via des pirogues de fortune : BARCA/BARSAKH.
- Obsolescence des curricula scolaires par rapport au nouveau monde du 21^e siècle.
- Décrochage scolaire face au Taux Brut de scolarisation.
- Persistance des abris provisoires malgré les effets d'annonce.
- Faible taux de réussite aux examens nationaux imputable au faible quantum horaire
- Fort taux de mortalité des TPE/PME durant les 05 premières années d'existence.
- Inefficiency des structures d'accompagnement et d'encadrement des entrepreneurs.
- Difficulté d'accès aux marchés publics des TPE/PME malgré les dispositifs incitatifs.
- Contraintes de l'accès au financement des TPE/PME et entrepreneurs individuels

PROPOSITIONS (1/2)

- ✓ Révision des curricula scolaires, notamment du cycle primaire autour du socle : LIRE – CALCULER – ECRIRE.
- ✓ Redonner une fierté nationale aux élèves en accordant une place de choix à un récit national autour des grandes figures historiques du Sénégal.
- ✓ Veiller au respect scrupuleux du quantum horaire des 900 heures de cours dans les écoles primaires, 1500 heures au cycle moyen et 2000 heures au cycle secondaire.
- ✓ Mettre en place un choix de formation professionnelle dès la classe de 4^e pour tous les collégiens : focus métiers du pétrole et du gaz.
- ✓ Faciliter les passerelles formation continue / formation professionnelle.
- ✓ Fusion et rationalisation des agences et structures d'accompagnement à l'emploi des jeunes : ANPEJ/FNPJ/DER-FJ/PAPEJF
- ✓ Mise en place d'un guichet unique d'accompagnement et de financement des projets des jeunes ; entrepreneurs, TPE, PME.

PROPOSITIONS (2/2)

- ✓ **Elargissement des dispositifs incitatifs de la loi sur les startups à tout entrepreneur de moins de 40 ans.**
- ✓ **Inciter le secteur privé à recruter des jeunes diplômés par un abattement fiscal : Baisse calibrée de l'Impôt sur les Sociétés (IS) 10% - 15%.**
- ✓ **Sanctuariser le statut d'entrepreneur et l'accompagner dans la formalisation par les Chambres consulaires et les Structures d'accompagnement et de financement.**
- ✓ **Introduire le statut d'ENTREPRENEUR RURAL pour les jeunes de moins de 40 ans en facilitant l'accès au foncier rural et l'émission d'un titre de propriété : délibération, acte administratif, bail ou titre foncier.**
- ✓ **Réserver 20% des financements de la prochaine holding bancaire issue de la fusion BHS-BNDE-LBA au financement des entrepreneurs de moins de 40 ans, des TPE et des PME de durée de vie de moins de 05 ans.**



SANTÉ SOCIAL GENRE ENVIRONNEMENT

2

CONTEXTE

L'humain au cœur de l'Etat-providence.

A l'instar de l'éducation qui est un pilier fondamental, la politique de la santé revêt une importance capitale dans la conduite des affaires publiques. Il va de soi que la récente pandémie de Covid-19 a enseigné, entre autres leçons, l'importance d'un système de santé efficace, agile, proactif et suffisamment bien piloté pour faire face aux chocs sanitaires endogènes et exogènes.

Au-delà de l'aspect infrastructurel, en termes d'élargissement de la carte sanitaire pour apporter un plateau médical des premiers soins à toutes les populations sénégalais, d'où qu'elles se trouvent sur le territoire national, dans la droite ligne d'une équité territoriale, il s'agit dans notre approche de repenser le système sanitaire pour le rendre efficace et efficient : efficace pour prendre en charge les préoccupations et le coût des dépenses de détresse liées à la survenance d'une maladie ; efficient dans l'optique d'organiser une véritable couverture maladie et sociale pour faire face à l'apparition de nouvelles maladies, notamment les infections cardiovasculaires.

ENJEUX

Développement du capital humain.
Capture du dividende démographique. Faire face au défi climatique en réduisant les inégalités sociales.

D'où l'importance de repenser le système sanitaire en le plaçant dans une plus large perspective d'une politique sociale de prise en charge des plus faibles, de réduction des inégalités, notamment celles basées sur le genre. A cet effet, les recommandations de la Commission Santé des concertations nationales sur la vie chère de novembre 2022 seront étudiées et appliquées au cas pas cas.

En définitive, une politique sociale de grandeur ampleur sera érigée au rang de priorité pour atténuer les inégalités sociales et agir notamment dans le domaines de l'impact des vulnérabilités dues au changement climatique.

DIAGNOSTIC

- Non atteinte de l'ODD-3 en termes d'infrastructures de santé.
- Hausse des cas de maladies cardiovasculaires (diabète, hypertension, insuffisance rénale).
- Vulnérabilité et limites structurelles du système de santé
- Persistance de la cherté des dépenses de santé.
- Faiblesse de l'accueil et de la prise en charge dans les urgences sanitaires.
- Limites de la CMU comme programme de couverture maladie.
- Absence d'articulation des filets sociaux (BSF, CMU, Carte d'égalité des chances, Plan Sésame)
- Recrudescence des violences basées sur le genre (viols, brimades, exclusions scolaires, mariages précoces)
- Absence de politique de prise en charge des besoins sanitaires de la jeune fille.
- Insuffisance des femmes aux instances de décision et dans le marché du travail.
- Impact des conséquences du changement climatique sur le Sénégal.
- Absence d'une stratégie nationale d'atténuation des effets du dérèglement climatique au Sénégal.

PROPOSITIONS

- ✓ Réduire la fracture sanitaire par le Programme « UNE REGION – UN HOPITAL DE NIVEAU 3 »
- ✓ Procéder au recrutement massif de jeunes médecins et personnels de santé pour lutter contre els déserts médicaux.
- ✓ Financer et soutenir des thèses de doctorat d'Etat dans les maladies cardiovasculaires (diabète, insuffisance rénale et hypertension artérielle- HTA)
- ✓ Privilégier la prise de la charge de la santé de la mère et de l'enfant.
- ✓ Revoir la politique globale de la protection sociale, notamment les filets sociaux (CMU, BSF, Carte d'égalité des chances et Plan SESAME).
- ✓ Lutter efficacement contre les violences basées sur le genre (viols, mutilations génitales, mariages précoces, asservissement, etc.)
- ✓ Augmenter les capacités d'accueil de la MAISON D'EDUCATION MARIAMA BA.
- ✓ Définir un grand plan d'atténuation contre les effets du dérèglement climatique.
- ✓ Mettre en place une politique de quota carbone pour les multinationales pollueurs de l'environnement, notamment dans le secteur extractif.

3

JUSTICE ETAT DE DROIT ADMINISTRATION



La justice est un pilier essentiel de la forme républicaine de l'Etat du Sénégal. Sans justice, l'animal social qu'est l'homme n'est soumis qu'à ses pulsions et la loi de la jungle demeure la seule issue pour nos interactions sociales. C'est une évidence sociologique et anthropologique.

CONTEXTE Force est de constater que depuis un certain temps, l'opinion publique sénégalaise est traversée par une lame de fond d'un profond sentiment d'injustice, voire de justice à double cause du rôle vitesse : une justice faible ou inexistante avec les forts ; mais implacable avec les plus faibles de nos concitoyens. Les multiples scandales financiers qui font la Une des journaux depuis plus 10 dernières années n'ont pas atténué ce sentiment, et pire, ce ressentiment envers une justice instrumentalisée, notamment dans les affaires politico-judiciaires, soulignant avec force la nécessité de la reddition des comptes et l'imputabilité des faits.

ENJEUX

Relation entre la justice et le politique.
Soumission de l'Etat au droit. Méritocratie.
Réforme de la haute Administration.

Et quid de l'Etat de droit, en d'autres termes du respect des règles de droit par l'Etat qui est censé les faire appliquer ? Le tableau demeure sombre au regard des récents développements de l'actualité, du caractère supra national des conventions et traités internationaux des droits humaines signés par l'Etat du Sénégal, au droit des affaires et du système de l'arbitrage international pour le règlement des différends commerciaux. Les imperfections sont évidentes au regard du droit positif et il convient de les corriger pour rendre à la justice sénégalaise ses lettres de noblesse et son lustre d'antan.

Enfin, la réforme de la haute administration est le pivot du système méritocratique que nous souhaitons mettre en place, en dépolitisant la nomination à certaines fonctions de manière à garantir un pilotage neutre et efficient, dans les rigueurs d'une administration au service exclusif de l'intérêt général et non affilié à une obédience politique.

DIAGNOSTIC

- Sentiment d'une justice à deux vitesses.
- Instrumentalisation de la machine judiciaire à des fins politiques.
- Immixtion du pouvoir exécutif dans les affaires judiciaires.
- Contrôle strict de la carrière des magistrats par les politiques.
- Lenteurs administratives de la justice causant la surpopulation carcérale.
- Longues détentions préventives et dévoiement de la procédure correctionnelle à des fins politiciennes.
- Pouvoir du Procureur de la République, bras armé assumé du pouvoir exécutif.
- Refus de soumission de l'Etat au droit supra national des conventions et traités.
- Actes privatifs de liberté sans fondement juridique ni administratif.
- Politisation outrancière de l'Administration publique.
- Lenteurs et lourdeurs administratives dans les services aux usagers.
- Inefficiency des corps de contrôle dans la lutte contre la corruption et pour la reddition des comptes OFNAC, CENTIF, COUR DES COMPTES, INSPECTION GENERALE DE L'ETAT.

PROPOSITIONS (1/2)

- ✓ Mettre fin à la présence du Président de la République au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM).
- ✓ Instaurer la présidence tournante annuelle du Conseil Supérieur de la Soumission (CSM) entre le Premier Président de la Cour Suprême, le Premier Président de la Cour des Comptes, le Vérificateur Général de l'Inspection Générale d'Etat et le Président du Conseil Constitutionnel.
- ✓ Limiter les pouvoirs du Procureur par la mise en place d'un Juge des Libertés et de la Détention (JLD) chargé d'étudier l'opportunité du placement sous mandat de dépôt et des incarcérations.
- ✓ Recruter massivement des magistrats et des auxiliaires de la justice pour raccourcir le délai des traitements des dossiers judiciaires.
- ✓ Privilégier une politique carcérale en dehors de l'emprisonnement systématique, avec l'aménagement des peines et les travaux d'intérêt général.
- ✓ Bâtir une politique de réinsertion sociale des prisonniers par le levier agricole et industriel.
- ✓ Promouvoir l'employabilité à travers la mobilisation de la force de travail des détenus

PROPOSITIONS (2/2)

- ✓ Permettre la saisine directe du Parquet National Financier par les Président des juridictions de lutte contre la corruption (OFNAC, Cour des comptes).
- ✓ Appliquer rigoureusement les dispositions pertinentes de la réforme du budget programme dans l'administration centrale et les ministères.
- ✓ Appliquer les principes de la gestion axée sur les résultats à l'administration..
- ✓ Organiser un appel à candidatures pour les 50 postes sensibles de la haute administration ouvert à tous les talents sénégalais d'ici et de la diaspora.
- ✓ Exiger de la part des entreprises du secteur public de niveau III un Plan Stratégique de 05 ans au début du mandat d'une nouvelle Direction générale.
- ✓ Signer des contrats de performance sur 05 ans avec les 100 plus grandes entreprises du secteur parapublic, avec un tableau de bord chiffré d'indicateurs de résultats.
- ✓ Appliquer une nouvelle doctrine de gouvernance du secteur parapublic en privilégiant la détention optimale des parts sociales détenues par l'Etat (SONATEL, SEN'EAU).

4

ECONOMIE SOUVERAINETE NUMERIQUE



CONTEXTE

Croissance sans réduction de la pauvreté.

ENJEUX

Triple souveraineté : alimentaire, énergétique et numérique

Soixante ans après notre indépendance, le diagnostic de l'économie sénégalaise en cette aube du 21^e siècle fait ressortir plusieurs invariants qui accréditent l'idée du scénario d'un « piège » structurel caractérisé par : d'une part, la faible productivité du secteur primaire - agriculture, pêche, élevage et artisanat, gisement de main d'œuvre, employant près de 70% de la population active ; d'autre part, par la faible compétitivité du secteur secondaire matérialisée par une absence d'un tissu industriel capable de créer de la valeur ajoutée et de structurer des chaînes de valeurs utiles au développement du secteur tertiaire, qui est par ailleurs le principal moteur de croissance.

Dès lors, le constat frappant est celle d'une migration en mode saute-mouton de la force de travail, du secteur primaire vers le secteur tertiaire, surtout l'informel, sans passer par le secteur secondaire. Cette dynamique intersectorielle, déroutante, est le creuset-même de l'absence d'une véritable politique industrielle capable de sortir le cadrage macroéconomique global du Sénégal du piège de ce que les économistes appellent une commoditisation primaire : l'exportation de matières premières brutes et l'importation de biens et produits de consommation.

C'est cela le piège structurel, et non conjoncturel, de l'économie sénégalaise : une croissance sans développement !

Ainsi, en dépit d'une croissance économique essentiellement tirée par les services, l'économie crée, d'une part, un déficit structurel du compte courant imputable au fait que les services sont des biens faiblement exportables, ce qui réduit la compétitivité globale de l'économie.

CONTEXTE

Croissance sans réduction de la pauvreté.

ENJEUX

Triple souveraineté :
alimentaire,
énergétique et
numérique

D'autre part, cette situation génère une inflation importée issue de la combinaison d'une productivité agricole trop molle, d'où la forte demande de produits alimentaires, posant par-là, avec acuité, la question de la souveraineté alimentaire dans ce monde de crises de plus en plus aiguës, imprévisibles et sporadiques.

Au-delà de la souveraineté alimentaire, pilier essentiel de la résilience d'une économie forte dans le cycle actuel de la mondialisation néolibérale, il s'agit aussi de soutenir, au regard de la future exploitation des hydrocarbures, une révolution industrielle centrée autour de la souveraineté énergétique et numérique. C'est le trépied de souverainetés sur lequel est bâti notre programme économique.

La souveraineté énergétique est essentielle dans la mesure où elle permet une forte réduction des facteurs de production comme l'accès à l'électricité, aussi bien pour les entreprises que les ménages. C'est une grande priorité économique à laquelle nous consacrerons toute notre énergie.

Quant à la souveraineté numérique, elle est cruciale dans la 4^e révolution industrielle que nous vivons actuellement autour de la « Data », de l'Intelligence Artificielle (IA), des cryptomonnaies et du « Machine Learning ». Cette souveraineté est envisagée dans ses dimensions d'infrastructures de qualité pour lifter le potentiel de nos talents numérique ; de cyber sécurité pour garantir la résilience de notre économie face aux menaces nouvelles de déstabilisation et en termes de formation massive pour atteindre une taille critique d'un vivier de compétences en informatique, notamment en codage dès l'école primaire.

DIAGNOSTIC

- Croissance du PIB sans développement sur les 10 dernières années.
- Economie ouverte sans défense, croissance extravertie et superficielle.
- Hausse et élargissement de la pauvreté dans le Sénégal.
- Explosion de la dette publique (76% du PIB) sans impact sur la vie courante.
- Endettement extérieur inefficace et coûteux sur les finances publiques.
- Absence de politique industrielle pour résorber le chômage de masse.
- Infrastructures de prestige sur fond de financement lié étranger.
- Dégradation et creusement de la balance commerciale sur 05 ans.
- Non atteinte de l'autosuffisance en riz en 2017.
- Crise aigue du secteur primaire (agriculture, élevage et pêche).
- Hausse des importations alimentaires au Sénégal (blé, riz, maïs)
- Cherté de la vie et baisse du pouvoir d'achat.
- Déclassement social des classes moyennes.
- Absence de stratégie numérique claire et lisible
- Lenteur dans la mise en place d'infrastructures numériques

PROPOSITIONS



ECONOMIE

- ✓ Renégocier de manière optimale les contrats sur les ressources extractives (pétrole, gaz et mines).
- ✓ Généraliser l'esprit de la loi sur le contenu local à l'exploitation des ressources.
- ✓ Mettre en œuvre des recommandations du HUB MINIER REGIONAL horizon 2035.
- ✓ Mener une politique de la demande et non de l'offre. Soutien accru au secteur privé national pour la commande publique.
- ✓ Relancer le transport ferroviaire à travers les deux axes prioritaires sur 05 ans :
 - Dakar-Bamako
 - Dakar-Saint Louis
- ✓ Faire de Tamba un hub ferroviaire et logistique en construisant les lignes Tamba-Kédougou, Tamba-Ziguinchor et Tamba-Matam.
- ✓ Désenclaver les terroirs de l'intérieur en construisant des routes radiales à côté des autoroutes pour relier les zones de productions aux zones de consommation.

PROPOSITIONS

SOUVERAINETE



● ALIMENTAIRE

- ✓ Réduire de 50% la facture d'importations du riz dans un délai de 05 ans.
- ✓ Organiser la chaîne de valeurs des produits horticoles pour une disponibilité à prix constant partout au Sénégal des légumes de base sur toute l'année.
- ✓ Mettre en place un réseau de chambres froides/sèches et d'infrastructures de stockage adapté aux produits locaux dans les zones de production.
- ✓ Définir et rendre opérationnel une stratégie nationale sur le lait local.
- ✓ Développer le consommateur local adossé à un LABEL MADE IN SENEGAL et le soutenir à travers un système incitatif efficient et efficace.
- ✓ Renégocier et limiter drastiquement l'octroi des licences de pêche aux navires étrangers. Respecter strictement le repos biologique.
- ✓ Promouvoir un Plan national d'autosuffisance et de disponibilité des protéines et de la viande : moutons, bœufs, volaille et cochons.

PROPOSITIONS

SOUVERAINETE



● ENERGETIQUE

- ✓ Affecter au moins 50% des ressources du pétrole et du gaz à la réduction du coût de l'électricité au niveau national.
- ✓ Accélérer et approfondir les projets de Gaz To Power pour utiliser le gaz à l'échelle nationale comme source d'énergie prioritaire.
- ✓ Accélérer et achever l'électrification intégrale de tout le Sénégal en 05 ans.
- ✓ Poursuivre le développement du mix énergétique et le maintenir autour de 30% - 40% de la fourniture globale d'électricité du pays (solaire et éolienne).
- ✓ Libéraliser le secteur de l'électricité et ouvrir la concurrence de la SENELEC au secteur privé.
- ✓ Réformer la SENELEC et créer une holding en séparant les activités de production et de distribution.

PROPOSITIONS

SOUVERAINETE



● NUMERIQUE

- ✓ Finaliser et livrer le Parc des Technologies Nouvelles – PTN de Diamniadio.
- ✓ Porter la contribution du secteur numérique à 10% du PIB en 05 ans.
- ✓ Opérationnaliser les dispositifs de la loi sur les start-ups.
- ✓ Digitaliser intégralement l'état civil au Sénégal.
- ✓ Renforcer la cyber sécurité des infrastructures vitales de la nation (données SENELEC, SEN'EAU, SONATEL, Etat du Sénégal).
- ✓ Définir une stratégie nationale sur l'Intelligence Artificielle (IA), les cryptomonnaies et leurs applications.
- ✓ Digitaliser le cadastre à travers la technologie de blockchain.

5

CITOYENNETE CULTURES SPORTS RELIGIONS



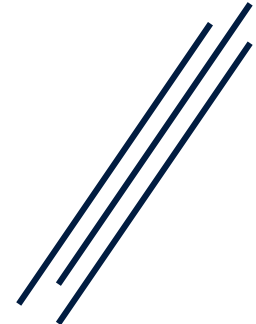
CONTEXTE

Renouveau
du pacte
républicain

La citoyenneté est au cœur de notre pacte républicain car elle traduit notre commun désir de vie commune. Elle transcende en effet nos divergences pour aller vers l'essentiel : faire bloc dans la période de tourmente actuelle. Justement, cette tourmente est accentuée par l'irruption des réseaux sociaux dans le vécu quotidien de nos concitoyens et qui sont devenus le thermomètre de l'opinion publique en ce sens qu'ils sont des fabriques d'opinion, souvent canaux de distributions de *fake news*, de haine et autres manipulations.

Cette nouvelle culture, faite de voyeurisme, flattant les bas instincts du peuple sur fond de sacralisation de l'individualisme, est un sérieux adversaire à la citoyenneté active dont notre pays a tant besoin, en ce moment-ci de la mondialisation qui balaie tel un mistral bien des certitudes sur l'identité nationale sénégalaise de terre d'hospitalité et de cultures. Ces dernières, comme le définissait l'ancien Président SENGHOR, sont au début et à la fin de toute œuvre humaine. Il ne s'agit dès lors point de circonscrire les cultures, ou la culture, autour de sa seule vocation féérique, de loisirs ; non. Elle devra en revanche être perçue comme un catalyseur de la concorde nationale en raffermissant les liens de cohésion nationale, tout en flattant et en éperonnant le sentiment de fierté nationale d'être Sénégalais.

Dès lors, il semble opportun de lier ce sentiment avec l'attrait de la pratique sportives, dans toutes ses dimensions et disciplines, comme un vecteur de rassemblement, de même que la forte conviction religieuse qui irrigue la foi de chaque Sénégalaise et de chaque Sénégalais. Notre ambition est de renouveler ce modèle bien de chez nous, sans complexe et étant fortement arrimé au legs de nos illustres ancêtres. Même mot d'ordre senghorien : ENRACINEMENT + OUVERTURE !



ENJEUX

Articuler une politique
cohérente pour
remettre du lien social
dans le pays.

DIAGNOSTIC

- Défiance vis-à-vis de l'autorité de l'Etat traduite par une crise aigue de la citoyenneté
- Recrudescence des actes d'incivisme et de pertes de repères.
- Perte du sens de la citoyenneté, du bien commun et du respect des institutions.
- Absence d'une politique culturelle à la hauteur des potentialités du pays (théâtre, arts nouveaux, cinéma)
- Réduction de l'espace culturel aux séries TV véhiculant des messages pernicioeux à la construction citoyenne.
- Approche de la culture sous le prisme du loisir et non d'une industrie culturelle créative et gisement d'emplois pour la jeunesse.
- Succès sportifs, notamment dans le football.
- Organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse JOJ en 2026.
- Bouillonnement autour de la gestion des Fédérations sportives.
- Faits religieux prégnants dans le débat politique sur fond de repli identitaire.

PROPOSITIONS

● CITOYENNETE

- ✓ Organiser un grand débat sur la citoyenneté et l'éthique de la République dans les 14 régions du pays et acter les décisions arrêtées lors de ces consultations.
- ✓ Rendre obligatoire l'inscription sur les listes électorales dès 18 ans.
- ✓ Définir les contours de la mise en place d'un Référendum d'Initiative Populaire (pétition de 100 000 citoyens) sur tous sujets d'intérêt public.
- ✓ Instituer le Service Civique National obligatoire pour tous les collégiens du Sénégal par cohorte selon la classe en veillant à une sélection nationale.
- ✓ Assouplir le mode de saisine du référé administratif concernant les marches et manifestations citoyennes.

PROPOSITIONS

● CULTURES

- ✓ Piloter une politique de soutien aux industries culturelles créatives dans une approche holistique.
- ✓ Promouvoir le MADE IN SENEGAL au niveau du cinéma, des arts urbains, du mannequinat et du théâtre.
- ✓ Soutenir le monde artistique et culturel par la dotation d'un Fonds de Soutien et de Solidarité active pour les anciennes gloires culturelles
- ✓ Mettre en place un Revenu Annuel de l'Acteur Culturel (RAAC) sous certaines conditions.
- ✓ Réhabiliter les sites culturels du Sénégal en faisant un focus sur les lieux de mémoire et de fierté nationale.

PROPOSITIONS

● SPORTS

- ✓ Développer la pratique du sport sur toute l'étendue du territoire national en privilégiant les disciplines olympiques pour les prochains JOJ de 2026.
- ✓ Promouvoir le concept de « SPORTS-ETUDES » dans les 14 régions du Sénégal.
- ✓ Développer les compétitions de l'UASSU en synergie avec les activités de nawétanes.
- ✓ Stabiliser le cadre institutionnel des Fédérations Sportives et promouvoir leur autonomie financière progressive.
- ✓ Mener une politique hardie de détection des talents sportifs et développer un écosystème de mentorat avec les anciennes gloires.

PROPOSITIONS


● RELIGIONS

- ✓ Replacer le culte et le sacré au cœur des politiques publiques.
- ✓ Amorcer une réflexion stratégique sur le statut des villes religieuses, spécifiquement TOUBA.
- ✓ **Faire de TOUBA un hub logistique, industriel, financier et touristique.**
- ✓ Développer le tourisme religieux, notamment autour des grands évènements de communion et de ferveur religieuses.
- ✓ Continuer et étendre le programme de modernisation des cités religieuses, sans exclusive.
- ✓ Faire de l'aérodrome de Kaolack un aéroport international pour le Gamou de Médina.

6

FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE

CONTEXTE



Limites de la doctrine de maintien de l'ordre. Menace terroriste accrue au Sahel

ENJEUX

Mettre les droits humains au cœur des interventions des FDS. Lutter et prévenir les actes terroristes. Contenir la percée djihadiste hors du pays.

Les nouvelles menaces charriées par la mondialisation ainsi que les nouvelles formes de délinquance et de grand banditisme requièrent de l'Etat du Sénégal une réponse forte, agile, adaptée et évolutive, en fonction du contexte et des enjeux du moment. C'est toute la mission sacerdotale que la République confie à ses valeureuses filles et à ses valeureux fils.

De même, la citoyenneté active et la plus grande exigence en matière de respect des droits humains recommandent d'adapter la doctrine du maintien de l'ordre des Forces de Défense et de Sécurité, sans faiblesse coupable ni cruauté injustifiée. L'usage de la force doit être proportionnel, maîtrisé et humain, préservant la dignité de la personne tout au long des missions des FDS sur le terrain et dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie.

Les récents évènements qui ont secoué notre pays depuis mars 2021 interpellent notre conscience citoyenne sur l'approche des FDS dans le maintien de l'ordre et la gestion des manifestations inhérentes à la marche de la démocratie.

En ce qui concerne les Armées Sénégalaises, leur professionnalisme reconnu dans le monde entier n'est plus à démontrer, en témoigne la confiance sans cesse renouvelée des Nations Unies lors des déploiements dans le théâtre des Opérations Extérieures (OPEX). Il s'agira de renforcer cette image de marque et d'œuvrer à prendre en compte les nouvelles menaces pour le Sénégal et la sous-région, notamment le phénomène djihadiste et les risques d'une déstabilisation du Sahel sur fond d'impérialisme russe et de résurgence de la guerre froide.

DIAGNOSTIC

- Bavures policières et de la gendarmerie lors des manifestations et marches citoyennes.
- Usage des armes à feu et dévoiement des techniques de maintien de l'ordre (exemple du tir tendu lors des manifestations citoyennes).
- Brimades supposées et cas de torture dans les commissariats de police et brigade de gendarmerie.
- Pertes en vies humaines en détention non élucidées.
- Démantèlement des dernières bases rebelles du MFDC
- Intensité des Opérations Extérieures (OPEX) des forces armées sénégalaises dans les missions onusiennes de maintien de la paix.
- Mise en place d'un Centre de Hautes Etudes en Défense et Sécurité – CHEDS.

PROPOSITIONS

- ✓ Changer la doctrine de maintien de l'ordre de la Police Nationale et de la Gendarmerie en s'inspirant des techniques anglo-saxonnes et allemandes : *contenir les manifestations et non les réprimer violemment.*
- ✓ **Objectif : 0 mort et 0 blessé lors des manifestations.**
- ✓ Approfondir et densifier la formation des FDS dans le domaine du respect des droits humains lors de l'interpellation et de la détention.
- ✓ Finaliser la destruction effective et intégrale de toutes les bases militaires des rebelles du MFDC en Casamance.
- ✓ Quadriller et contrôler militairement toute l'étendue du territoire sénégalais, notamment la Casamance et en finir avec la rébellion du MFDC.
- ✓ Continuer la montée en puissance d'une Armée professionnelle et aguerrie, capable de faire face aux nouvelles menaces.
- ✓ Développer une armée de cyber guerre en recrutant et en formant une cohorte de plusieurs centaines de jeunes informaticiens partout au Sénégal et dans la diaspora.



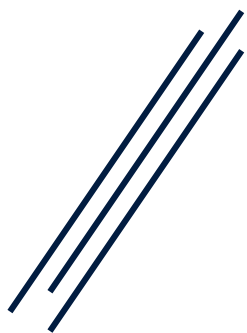
7

DIPLOMATIE AFRIQUE MONDE



CONTEXTE

Crise existentielle du multilatéralisme sur fond de repli sur soi.



ENJEUX

Faire face aux changements climatiques. Replacer l'Afrique au cœur des centres de prise de décision mondiaux. Promouvoir une éthique de la paix durable dans le monde.

Le philosophe Gramsci décrivait la crise comme le moment s'écoulant entre une longue naissance et une agonie lente. C'est précisément l'état actuel de l'humanité, soumise à une succession de crises existentielles les unes plus déroutantes que les autres (subprimes, Covid-19, guerre russo-ukrainienne, résurgence des coups d'état en Afrique de l'Ouest, guerre larvée en Proche-Orient, conflit israélo-palestinien, etc.)

Les relations diplomatiques semblent désormais s'écrire dans un langage de plus en plus heurté, avec une belligérance à nulle pareille dans la récente histoire.

A cela, s'ajoute le défi civilisationnel du changement climatique d'origine entropique (causée par la nature humaine). Cette menace qui pèse sur toute l'humanité, avec gravité et accélération, est une épée de Damoclès au dessus de nos têtes et ses conséquences, déjà visibles cet été 2023 avec les fortes chaleurs constatées partout dans le monde, pourraient menacer sérieusement la vie sur Terre. D'où l'urgence de la prise en compte de cet enjeu.

Notre vision d'une bonne diplomatie, s'inscrivant dans les succès indéniables de l'actuel Président Macky SALL à qui je rends un hommage appuyé dans ce domaine, est celle d'un Sénégal fort car se trouvant dans une Afrique forte : une Afrique qui pèse sur l'échiquier mondial, une Afrique conquérante. Bref, une Afrique debout!

DIAGNOSTIC

- Recentrage du partenariat du Sénégal avec les pays de l'OCDE.
- Succès diplomatiques du Sénégal à l'ONU et en Afrique.
- Combat pour une place de l'Afrique au sein du G20.
- Mise en place de la Zone commerciale à l'échelle africaine ZLECAF.
- Forte contestation de la monnaie Franc CFA par une partie de l'opinion publique ouest africaine, notamment la jeunesse
- Débats autour de la création de la monnaie commune ECO.
- Diplomatie de bon voisinage dans la sous-région.
- Résurgence des coups d'état militaires dans la bande du Sahel.
- Remise en cause du lien postcolonial de la France en Afrique subsaharienne sur fond de ressentiment et de manipulations russes.
- Déplacement de la logique de guerre Occident/Russie sur le territoire africain.
- Présence des milices étrangères privées au cœur du Sahel sur fond de déstabilisation majeure suite à la chute de la Lybie de Mouammar KHADAFI

PROPOSITIONS

- ✓ Impulser une orientation diplomatique autour de l'économie bleue (focus sur l'eau, notamment sa maîtrise et sa disponibilité).
- ✓ Renforcer la place de l'Afrique au G20 et dans les instances de décision.
- ✓ Diversifier les partenaires du Sénégal : Rapprochement avec les BRICS.
- ✓ Renégocier intelligemment les Accords de Partenariats Economiques (APE) avec l'Union Européenne et les différents Traités Bilatéraux d'Investissements (TBI)
- ✓ Renforcer les institutions communautaires de la CEDEAO et de l'UEMOA.
- ✓ Réaffirmer l'opposition radicale du Sénégal à la prolifération des coups d'état militaires et engager la lutte contre ce fléau
- ✓ Participer activement au processus de création de la monnaie commune ECO de la CEDEAO en respectant les critères de convergence de l'UEMOA
- ✓ Promouvoir la navigabilité du fleuve Sénégal (Sénégal/Mauritanie).
- ✓ Réaffirmer la position de neutralité pragmatique du Sénégal dans la géopolitique mondiale : ni avec l'hégémonie occidentale ni avec l'impérialisme russe ou chinois.
- ✓ Penser global en agissant localement, notamment pour la ZLECAF



**MERCI
JEREJËF**

